

Réaction à l'annonce de la procédure de dissolution des Soulèvements de la Terre

La seule dissolution dont il doit être sérieusement question aujourd'hui est la dissolution de ce gouvernement !



L'annonce d'une procédure de dissolution du mouvement des soulèvements de la terre est une tentative crapuleuse par le ministre de l'intérieur de faire baisser l'attention sur les violences meurtrières qu'il a déchaînées contre les manifestant.es de Sainte-Soline. Il s'agit là encore d'étouffer un mouvement politique fédérateur qu'il considère comme un affront. Après l'attaque brutale pour briser les corps samedi, vient naturellement le pendant politico-judiciaire.

En ce qui nous concerne et pour l'heure notre préoccupation va au soutien des dizaines de blessé.es graves dont deux sont encore entre la vie et la mort à ce jour. Nous appelons avec Bassines Non Merci et la Confédération Paysanne à se rassembler jeudi 19h dans toute la France devant les préfectures pour les blessé.es de Sainte-Soline, du mouvement des retraites et pour la fin des violences policières. A ce niveau et à l'opposé des démentis du gouvernement, nous continuons à rassembler l'ensemble des preuves que l'arrivée des secours samedi a bien été délibérément obstruée par les forces de l'ordre. Une version [corroborée par une enquête de Médiapart](#) et les dizaines de [témoignages de médecins](#), élus, observateurs de la LDH et syndicalistes de la Confédération Paysanne présents sur place.

Gerald Darmanin lui même [a admis un « usage proscrit » du LBD](#) par les gendarmes ce samedi à Sainte-Soline après avoir défendu le contraire mordicus pendant plusieurs jours. Sa responsabilité dans ces crimes est plus qu'engagée, il le sait et sa tentative de diversion n'en est que plus grossière.

Quant à la prétention à "faire disparaître les Soulèvements de la Terre", nous sommes bien curieux.ses de voir ce que représenterait la "dissolution" d'une coalition qui regroupe des dizaines de collectifs locaux, fermes, sections syndicales, ONGs à travers le pays. Contrairement aux fables qui seront délivrées par le renseignement intérieur pour désigner de quelconques figures dirigeantes à clouer au pilori, les Soulèvements de la Terre n'ont rien d'un groupe circonscrit et représentent après 2 ans d'existence un large réseau implanté à travers diverses régions. Mais peut-être que, dans sa montée d'autoritarisme actuel, le gouvernement s'apprête effectivement à "dissoudre" une bonne

partie de l'opposition écologique, paysanne et syndicale du pays. Puisque celle-ci a le tort de lui faire front dans la rue, dans les campagnes et que son régime politique semble aujourd'hui réduit à l'exercice de la matraque.

L'année dernière, le même Gerald Darmanin avait d'ailleurs coup sur coup annoncé la dissolution du média Nantes Révoltée et du GALE (Groupe Antifa Lyon et Environs). Deux manœuvres ayant rapidement échoué, au vu du soutien public et de l'inconsistance juridique de la procédure. Nantes Révoltée [n'a ainsi jamais reçu de suite aux annonces](#) et la dissolution du GALE a été [suspendue et rejetée par le Conseil d'Etat](#).

Au-delà de l'écran de fumée sur les révélations quant aux manières dont il a organisé les crimes de Sainte-Soline, ce que le gouvernement cherche, en s'attaquant aux Soulèvements de la Terre, c'est à détruire un espoir collectif sur le champ politique. A celles et ceux qui n'en pouvaient plus de contempler l'inaction climatique du gouvernement, son soutien intangible à des lobbys industriels écocidaire et l'aggravation flagrante de la crise écologique, les Soulèvements de la Terre ont participé à donner une prise. Si depuis deux ans, des foules grandissantes ne se contentent plus de défiler mais recherchent des gestes ad hoc pour freiner concrètement certains chantiers, pour empêcher le pillage de l'eau ou des terres, c'est bien parce qu'il y a une urgence vitale à agir. Et tentative de dissolution ou pas, répression brutale ou pas, ce sentiment d'urgence ne fera qu'augmenter tant que l'on continuera à promouvoir dans ce pays des infrastructures incarnant une violence écologique et sociale qui n'est aujourd'hui plus tolérable.

Le 7 janvier dernier, suite à de précédentes menaces de dissolution, [une tribune de soutien aux soulèvements de la terre](#) avait été signée en moins de 48h par plus de 3000 personnalités politiques, syndicales, élu.es, scientifiques, artistes...

Ils et elles déclaraient alors : " *On comprend bien au vu des récents tours de force réalisés, entre autre en son nom, pour la défense concrète des terres et de l'eau, que « les Soulèvements de la Terre » est un coupable tout indiqué. (...)*

Seulement voilà, nous qui signons cette tribune, ne croyons pas en cette fable, et nous savons de quoi nous parlons. Pour avoir participé à certaines manifestations, pour en avoir organisé d'autres, pour avoir signé des appels, des tribunes, accueilli des réunions, participé à la logistique de tel ou tel campement, ou à des manifestations interdites, pour nous être aussi parfois joyeusement munis de cutters, de marteaux ou de sécateurs pour autre chose que pour bricoler, pour avoir parfois simplement souri à l'idée de leur usage possible... nous savons qu'il n'est nul besoin de comité central, ou de cercle de stratèges aguerris.e.s, pour reconnaître autant l'urgence absolue de la situation, que l'attentisme criminel de ceux et celles qui ont le pouvoir d'arrêter la machine.

Nous savons aussi que nous n'avons pas peur de ces gens vêtus de blancs de protection ou de bleus de chauffe qu'on nous montre désormais à la télé, après des années de surdité du gouvernement face aux luttes écologistes. Nous ne pouvons d'ailleurs leur donner tort quand nous les entendons affirmer que leurs actions de « désarmement » sont un élément essentiel de toute stratégie conséquente pour freiner, enrayer, stopper les projets qui bétonnent les sols, s'accaparent les terres ou empoisonnent les rivières. Mieux que ça, nous aimerions parfois en être, si nous en avions l'occasion ou si nos fonctions, notre santé ou nos situations de famille ne nous requéraient pas ailleurs. Car leurs gestes, leur précision, leur détermination joyeuse, nous parlent infiniment plus que les grimaces du ministre de l'Intérieur quand il verse des larmes de crocodile sur les barrières cassées d'un chantier, sur la mise à l'arrêt temporaire d'un site industriel hautement polluant, ou sur les dommages économiques subis par telle ou telle entreprise multinationale écocidaire.

Nous voyons déjà pleuvoir les convocations, les mises en accusation, les passages à tabac, les procès, sur les militants de Bassines Non Merci, de la Confédération Paysanne ou des Soulèvements de la Terre, sur des manifestants qu'on est parfois venu chercher jusque sur leur lit d'hôpital, pour les mettre en garde à vue. (...)

Et nous voyons venir; puisqu'on nous le dit jusque dans les pages du journal, que la simple participation à ces manifestations, à ces réunions, à ces regroupements, sera bientôt non seulement illégale mais répréhensible. Ces gestes et ce qu'ils appellent de transformations, sont pourtant de ces moments qui dessinent un avenir possible.

Alors depuis tous les endroits où nous nous trouvons, nous nous apprêtons à nous porter solidaires, à dire que, nous aussi, nous en sommes, quand bien même ce ne serait qu'en pensée. Et que celles et ceux qui voient l'ombre de la répression obscurcir leur part du ciel ne seront pas seul.e.s, car nous sommes déjà là...."

La seule dissolution dont il doit être sérieusement question aujourd'hui est la dissolution de ce gouvernement !